



Le discours d'Obama sur l'Irak : un exemple de lâcheté et de malhonnêteté

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 10 septembre 2010

[WSWS](#) 10 septembre 2010

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

Le discours à la nation du président Barack Obama, télédiffusé mardi soir du Bureau ovale de la Maison-Blanche, était un exemple de lâcheté et de malhonnêteté. Il était malhonnête pour le peuple des États-Unis et le monde entier dans sa caractérisation de la guerre criminelle contre l'Irak. Et il était lâche par sa prosternation devant l'armée américaine.

Ce discours ne pouvait susciter que dégoût et mépris chez ceux qui l'ont visionné. Obama, qui doit sa présidence en grande partie aux sentiments anti-guerre de masse du peuple américain, s'en est servi pour glorifier la guerre à laquelle on croyait, par erreur, qu'il s'était opposé.

C'est la fin du discours de 19 minutes qui a donné le plus froid dans le dos, quand Obama a déclaré : « Nos soldats constituent l'acier du navire de l'État », ajoutant ensuite « et bien que notre nation navigue en eaux tumultueuses, ils nous donnent confiance dans la justesse de notre trajectoire ».

C'est pour cette déclaration, et non pour tous ses propos ambigus sur le retrait des troupes, que l'abject discours d'Obama mérite de ne pas être oublié. Cette rhétorique convenait à une république bananière sous contrôle militaire ou à un État fasciste. L'armée, et non la Constitution, la volonté du peuple ni les institutions apparemment démocratiques du pays, constitue l'« acier » du « navire de l'État ». Les droits démocratiques du peuple sont donc vraisemblablement autant de lest qui puisse être jeté par dessus bord au besoin.

Le discours prenait place au terme de l'échéancier artificiel établi par l'administration Obama et décrit par le président comme la « fin de notre mission de combat en Irak ». Ce n'est qu'un des innombrables mensonges dont étaient bourrées ses brèves remarques.

Quelque 50 000 soldats combattants demeurent déployés en Irak. Bien que leur titre ait été changé pour forces « de transition », qui vont supposément se consacrer à un rôle de « formation » et de « conseil » auprès des forces de sécurité irakiennes, leur mission demeure la même.

En effet, une semaine à peine après que les médias ont fait du redéploiement à l'extérieur de l'Irak d'un seul bataillon Stryker un « événement décisif » indiquant le retrait des dernières troupes de combat, 5000 membres de la 3rd Armored Cavalry Regiment, une unité de combat, étaient renvoyés dans le pays occupé depuis Fort Hood au Texas.

Washington n'a pas l'intention de mettre un terme à sa présence militaire en Irak. Les États-

Unis continuent de construire des bases permanentes et sont déterminés à poursuivre le programme initial derrière le déclenchement de la guerre par l'administration Bush en mars 2003 : l'imposition de l'hégémonie américaine dans la région riche en pétrole du golfe Persique.

Le discours d'Obama était incohérent et rampant. Le président a cherché, de manière malhonnête, à prendre le crédit pour avoir rempli ses promesse électorale sur l'Irak. Comme candidat, il avait promis de retirer toutes les troupes de combat américaines hors du pays dans les 16 mois suivant son élection. Finalement, il a simplement adopté le calendrier et le plan conçu par le Pentagone et l'administration Bush pour un retrait partiel, laissant 50 000 soldats dans des troupes de combat en place.

Le président démocrate s'est senti obligé, prétextant rendre hommage à « nos troupes », de fondamentalement déformer et masquer la véritable nature de la guerre, décrivant un des chapitres les plus sombres de l'histoire américaine comme une sorte d'effort héroïque.

« Beaucoup de choses ont changé » depuis que Bush a lancé la guerre il y a sept ans et demi, a déclaré Obama. « Une guerre pour désarmer un État est devenu une lutte contre une insurrection » dans laquelle les troupes américaines se sont battues « pâté par pâté pour aider l'Irak à saisir l'opportunité pour un meilleur avenir ».

Le discours a été conçu comme si le président s'adressait à une nation d'amnésiques. Pense-t-on vraiment que personne ne se souvient que c'était une guerre lancée sur une base mensongère ? La population américaine s'est fait dire que l'invasion de l'Irak était nécessaire parce que le gouvernement de Saddam Hussein avait développé des « armes de destruction massive » et qu'il se préparait à les remettre à al-Qaïda qui lancerait des « nuages en forme de champignon » sur des villes américaines.

Il n'y avait ni « armes de destruction massive », ni liens entre le régime irakien et al-Qaïda. C'était des inventions d'un gouvernement qui était déterminé à mener une guerre d'agression afin de défendre les intérêts capitalistes américains.

Ces mensonges ont été complètement exposés pour être des mensonges et ont contribué à la croissance d'une hostilité accablante dans la population américaine face à la guerre. Tout cela doit être oublié, rejeté comme des détails sans importance.

Le peuple irakien est présenté par Obama comme l'heureux bénéficiaire de l'abnégation et de l'héroïsme des Américains, lesquels leur accordent l'opportunité d'avoir une nouvelle destinée ».

A écouter Obama, on pourrait difficilement imaginer que plus d'un million d'Irakiens ont perdu leur vie suite à cette guerre non provoquée des Etats-Unis; que quelque 4 millions d'Irakiens ont été chassés de leur maison par la violence, que ce soit pour avoir été forcés de s'exiler ou pour avoir été déplacés à l'intérieur de leur pays ravagé par la guerre. Toutes les institutions et les composantes essentielles de l'infrastructure sociale ont été ravagées par l'invasion américaine, qui a déchaîné ce qu'on pourrait décrire plus précisément comme étant un sociocide, le meurtre d'une société entière. La dévastation engendrée par le militarisme américain a amené une nation anéantie de veuves, de sans-abris, de chômeurs et de blessés.

Alors qu'on a pu arrivé à réduire temporairement la résistance armée à l'occupation

américaine en saignant le peuple irakien à blanc, ce qui reste est une société et un système politique non viable, dominé par des divisions sectaires et supervisé par une présence américaine continue.

Parmi les parties les plus dégueulasses du discours d'Obama se trouve son hommage sans fondement à son prédécesseur, George W. Bush. Alors qu'il reconnaît qu'ils n'ont pas été « d'accord sur la guerre » — un désaccord qu'il n'avait aucune intention d'expliquer — Obama a insisté que « personne ne pouvait douter du soutien du président Bush pour nos troupes, ou son amour pour le pays et son dévouement à notre sécurité. » Il a continué en disant que cela prouve qu'« il y a des patriotes qui soutiennent la guerre et des patriotes qui s'y opposent. Et nous sommes tous unis dans l'appréciation de nos hommes et de nos femmes militaires. »

Bush a lancé une guerre qui était illégale sous la loi internationale. Lui et d'autres chefs de file de son gouvernement — Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Condoleezza Rice — ont entraîné le peuple américain vers la voie du crime de guerre, essentiellement le même acte pour lequel les nazis furent jugés et reconnus coupables à Nuremberg : la planification et le lancement d'une guerre d'agression.

Obama a dit à son auditoire qu'il avait parlé à Bush pendant l'après-midi, exprimant apparemment sa solidarité avec un criminel de guerre qui à sa place au tribunal de La Haye.

Inévitablement, de ce crime fondamental découle une série d'autres crimes. Les « hommes et les femmes militaires » américains, dont l'honneur est constamment invoqué pour justifier des tueries de masse, sont devenus des participants de ces crimes monstrueux.

Le peuple américain et les peuples du monde entier ont été révoltés par les images d'Abou Graïb. Mais, l'administration Obama est intervenue en justice pour empêcher le dévoilement de preuves d'autres actes criminels encore plus inimaginables.

Les soldats furent eux-mêmes des victimes de cette guerre. Près de 4500 d'entre eux ont perdu leurs vies dans l'agression lancée par l'administration Bush, et 35 000 de plus ont été blessés. Des centaines de milliers, étant jetés dans une guerre coloniale sale, ont subi des traumatismes psychologiques.

« La grandeur de notre démocratie est notre habileté à aller au-delà de nos différences et d'apprendre de nos expériences en même temps que nous confrontons les défis qui sont devant nous, » a poursuivi Obama. Quelle falsification!

La réputation de la démocratie américaine a été bâtie sur des principes et des droits constitutionnels qui ont été mis en lambeaux par l'administration Bush au nom de la « guerre globale contre le terrorisme. » L'administration Obama a adhéré pleinement à ces attaques sur les droits démocratiques, défendant la surveillance domestique, les déportations, l'emprisonnement sans accusation ou poursuite et a même donné à l'exécutif le droit de désigner des citoyens américains comme des suspects terroristes et a ordonné leur exécution extra-judiciaire.

Le parcours sinueux du discours d'Obama l'a ensuite amené à passer de l'Irak à l'Afghanistan. Cette guerre, dit-il, pouvait être soutenue par « les Américains de toutes les tendances politiques », parce qu'elle était prétendument menée contre al-Qaïda qui « continue à comploter contre nous ».

Il a déclaré que la diminution de la présence militaire en Irak a permis d'attribuer plus de ressources à cette guerre, ce qui a donné comme résultat que « presque une douzaine de dirigeants d'al-Qaïda » avaient été « tués ou capturés sur toute la surface du globe ».

Le lien entre cela et la multiplication par trois du nombre des soldats déployés en Afghanistan depuis l'arrivée d'Obama à la Maison-Blanche n'est pas expliqué. Selon de hauts responsables de l'armée américaine et des services d'espionnage, il y a moins de 100 membres d'al-Qaïda dans tout l'Afghanistan. Ce pays subit l'occupation de presque 100.000 soldats américains auxquels il faut ajouter 40.000 soldats de l'OTAN et d'autres pays.

Obama a continué en reconnaissant que les forces américaines « luttent pour briser l'élan des talibans » sans même tenter de lier cela et la « confrontation » avec des membres d'al-Qaïda sur tout le globe. La vérité est qu'en Afghanistan, les forces américaines se battent contre des Afghans résistants à une occupation étrangère. L'objectif n'est pas de défaire « les terroristes », mais d'établir la domination des Etats-Unis sur l'Asie centrale étant donné son importance géostratégique et ses grandes ressources énergétiques.

Finalement, après avoir reconnu que la guerre en Irak avait contribué à amener le pays au bord de la faillite, Obama a suggéré que le changement qu'il a ordonné quant au déploiement en Irak est en quelque sorte lié à la détermination de son administration à se concentrer sur la crise que confrontent plus de 26 millions de travailleurs américains sans emplois ou dans l'incapacité d'obtenir un emploi à temps plein.

« Aujourd'hui, notre tâche la plus urgente est restaurer notre économie et redonner du travail aux millions d'Américains qui ont perdu leur emploi », a-t-il dit. « Pour renforcer notre classe moyenne, nous devons offrir à tous nos enfants l'éducation qu'ils méritent et à tous nos travailleurs les compétences dont ils ont besoin pour être concurrentiels dans une économie mondiale. »

Une autre phrase, un autre mensonge. Alors que l'administration avait des billions de dollars pour le sauvetage de Wall Street, elle a à maintes reprises affirmer clairement qu'elle ne créerait pas d'emplois pour les chômeurs. Quant à l'éducation, le gouvernement fédéral continue à couper dans son financement, ce qui se traduit par plus de congédiements d'enseignants et plus de fermetures d'écoles.

Un fait ressort du discours d'Obama avec sa rhétorique à double sens : les décisions en Irak et en Afghanistan ont été dictées par l'état-major de l'armée et docilement acceptées par l'administration Obama. Ce gouvernement n'a pas de politique indépendante et encore moins de convictions. Il met en œuvre des politiques qui sont implantées ailleurs — à Wall Street et au Pentagone — et se consacre entièrement à la défense de l'aristocratie financière aux dépens du peuple américain.

Article original en anglais, [WSWS](#), paru le 1er septembre 2010.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Bill Van Auken](#), [WSWS](#), 2010

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca